Le passé comme blessure et le passé comme masque

La réparation de la traite négrière et de l'esclavage pour les peuples des départements français d'Outre-mer

Michel Giraud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/4538>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.4538

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2004

Pagination : 65-79

ISBN : 978-2-7132-1823-1

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Michel Giraud, « Le passé comme blessure et le passé comme masque », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 173-174 | 2004, mis en ligne le 08 mars 2007, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/4538> ; DOI : 10.4000/etudesafriaines.4538

Michel Giraud

Le passé comme blessure et le passé comme masque

La réparation de la traite négrière et de l'esclavage
pour les peuples des départements français d'Outre-mer

C'est une tragédie à laquelle on a déjà assisté ailleurs et à laquelle on assistera encore ici ou là, qui commence toujours de la même façon et qui finit le plus souvent de la même manière, si tant est qu'elle puisse finir un jour : l'irrépressible et légitime exigence de réparation d'un crime — dont les victimes furent innombrables — qui est cependant tellement abominable qu'il est pratiquement irréparable et ce d'autant plus qu'il est lointain dans le passé. Ainsi en va-t-il, dans les pays de l'« Outre-mer » français, pour ce qui est du crime contre l'humanité que constituent la traite négrière et l'esclavage des « Nègres » qui y ont sévi durant deux siècles.

Quand le matériel pointe sous le symbolique

Depuis longtemps le discours de la négritude a affirmé haut et fort l'égale dignité d'homme des « Nègres », une affirmation qui conduit nécessairement à dénoncer et à faire reconnaître la traite et l'esclavage américain comme un « crime contre l'humanité ». Aux Antilles et en Guyane françaises, mais aussi parmi les Antillais et les Guyanais émigrés en France métropolitaine, l'écho de cette forte parole s'est amplifié et même cristallisé du fait d'une dynamique nourrie des désillusions engendrées par les insuffisances, voire les échecs, de la départementalisation des « vieilles colonies », dont il avait été au plus haut point attendu qu'elle mette fin à l'inégalité coloniale, et également par la permanence des discriminations qu'affrontent dans l'hexagone les populations venues de l'« Outre-mer ». Dans cette dynamique entre aussi en compte une incontestable tendance, dans les pays antillais et guyanais, à désormais « patrimonialiser » les histoires et les cultures locales, une tendance qu'a encouragée paradoxalement la politique de régionalisation mise en œuvre dans ces pays (Giraud 1999). Ainsi, sans surprise, la cristallisation que nous avons évoquée a connu son apogée dans un des

moments les plus emblématiques des enjeux de cette patrimonialisation : la commémoration du cent cinquantième de l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises, qui a été l'occasion d'importantes manifestations publiques (dont la marche, qui a réuni, le 23 mai 1998, des milliers de personnes dans les rues de Paris n'est pas la moins significative). C'est, portés par une telle mobilisation, que plusieurs parlementaires français (d'abord le groupe des députés communistes, puis celui des socialistes et apparentés et trois députés de la Réunion) ont entrepris de légiférer à propos de la mémoire de l'esclavage et que finalement, sous le rapport initial de Christiane Taubira-Delanon, députée de la Guyane, la loi 2001-434 du 21 mai 2001 a définitivement reconnu la traite négrière et l'esclavage en tant que « crimes contre l'humanité ».

Dans l'ensemble du processus qui a permis cette législation s'est manifestée l'inflexion d'une revendication qui, partie de la réclamation d'une réparation « symbolique » — ou « morale » comme certains préfèrent le dire — des crimes de la traite et de l'esclavage, en est venue progressivement à la demande de réparations « matérielles ». On ne saurait en être surpris tant sont nombreuses les personnes qui ne voient dans le terme « symbolique » que la signification de ce qui compte « pour du beurre » et un adage créole ne dit-il pas que « dire pardon ne guérit pas les bosses » ? ! Cette inflexion s'est donnée à connaître dès les premières propositions parlementaires de légiférer en la matière qui nous occupe, de celle du groupe communiste de l'Assemblée de décider la seule instauration d'une journée *nationale* — largement médiatisée — célébrant l'abolition de l'esclavage, enregistrée le 31 mars 1998, à celle du même groupe, trois mois plus tard, qui, faisant observer que le « crime » en question « nécessite plus qu'une simple évocation livresque, un "devoir de mémoire" », propose en conséquence — outre l'édification d'un « lieu du souvenir » et d'un « musée » — « de contribuer à surmonter les handicaps et les dégâts occasionnés par trois siècles de domination sous forme d'apport à l'infrastructure et au transfert de technologies adaptées et à la formation pour assurer l'indépendance alimentaire ainsi qu'à la mise en valeur des richesses et des potentialités de chaque pays »¹.

Elle s'est effectivement poursuivie dans les débats qui ont eu lieu dans les deux assemblées législatives et, bien que Christiane Taubira-Delanon ait affirmé avec netteté dans son rapport qu'« il ne s'agit en aucun cas d'envisager des indemnisations financières, mais simplement de poursuivre et d'amplifier ce mouvement de développement des lieux de mémoire, permettant ainsi aux descendants des victimes de la traite négrière d'affronter plus sereinement leur passé »², elle a maintenu par ailleurs la nécessité de

1. *Proposition de loi n° 1050 tendant à perpétuer le souvenir du drame de l'esclavage*, enregistrée à la Présidence de l'Assemblée nationale le 7 juillet 1998.
2. *Rapport n° 1378 fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République*, enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 10 février 1999.

réparations matérielles en indiquant, parmi celles-ci, que « [...] les politiques publiques dans tous les domaines doivent converger, de façon à extirper les racines du racisme et à détruire toutes les conditions de reproduction des inégalités qui sont issues des injustices élaborées à cette époque » ou que « [...] la correction des inégalités dans la répartition des terres, l'accès équitable aux moyens, la rationalisation des économies, sont quelques-unes des réparations principales »³.

Dans cette optique, un accord très large, qui transcende les clivages politiques habituels, s'est notamment fait jour au sein du parlement sur l'idée qu'une annulation de la dette des pays africains pourrait intervenir au motif d'une réparation des torts de la traite et de l'esclavage, même si l'intérêt manifesté pour des réparations matérielles de ces torts, en général, et pour ladite annulation, en particulier, est sensiblement moins marqué chez les parlementaires de l'hexagone que chez leurs collègues, infiniment moins nombreux, de l'Outre-mer⁴. Ainsi, lors des discussions de l'examen en deuxième lecture du projet de loi présenté par Christiane Taubira-Delanon⁵, aux propos du député communiste Jacques Brunhes déclarant, « les États qui se sont enrichis par l'esclavage ont, me semble-t-il, le devoir d'apporter une contribution à ceux qui se sont appauvris par lui et l'annulation de la dette publique des pays du Sud serait à cet égard un geste important », font écho ceux de deux élus d'appartenances politiques opposées, le député de

3. Dans un discours qu'elle a prononcé le 22 octobre 1999 devant le Conseil exécutif de l'UNESCO, cité dans le *Rapport n° 262 fait par Jean-Pierre Schosteck au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du Règlement et de l'administration générale*, Sénat, séance du 8 mars 2000.
4. C'est que, comme le note une doctorante martiniquaise en droit, dont le travail n'est pas encore publié [...] « Dans le cadre de ce débat politique, la subjectivité personnelle (celle du "lieu d'où l'on parle") a pris le pas sur la subjectivité partisane traditionnelle (celle du parti ou du courant politique représenté). L'orientation du discours a été surdéterminée par les finalités politiques attribuées à l'histoire instrumentalisée, non pas selon le traditionnel clivage droite/gauche, mais en fonction du critère culturel et géographique : outre-mer/métropole. [...] pour les uns, nommer le crime par la loi, c'est le sortir de l'oubli, et par là même le réparer symboliquement. Cette œuvre de réparation est présentée comme celle de la République, ... Pour les autres..., la reconnaissance législative, qui rompt le silence, est alors conçue comme préalable aux réparations. [...] L'interprétation métropolitaine de la reconnaissance sert la mise en valeur du mythe républicain ; tandis que celle de l'outre-mer vise à utiliser la qualification juridique criminelle pour justifier d'une spécificité dans les départements d'outre-mer, fondement de nécessaires réparations... Elles sont toutes deux réductrices, mais elles ont l'avantage de révéler, sans ambages, la différence des enjeux de la reconnaissance, pour l'outre-mer et pour la métropole. Une différence qui s'explique par le fait que les protagonistes, à travers l'acte de reconnaissance d'un fait juridique, ont voulu signifier leur propre reconnaissance, c'est-à-dire s'identifier, se reconnaître (pour les uns) et se faire reconnaître (pour les autres) » (CALIXTE à paraître : 2, 15-16).
5. Voir *Reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité (deuxième lecture)*, séance du jeudi 6 avril 2000 de l'Assemblée nationale.

Mayotte, Henry Jean-Baptiste, martiniquais d'origine, affirmant que « [...] la réparation ne doit pas être purement morale et je sais gré à M. Brunhes d'avoir rappelé l'ardente obligation que constitue, pour les Européens, l'aide au développement de l'Afrique. L'annulation de la dette serait, en effet, une compensation, quoique à combien infinitésimale, à toutes les dominations subies par ce continent » et Huguette Bello, représentante de la Réunion, demandant, sur une autre dimension de la question des réparations matérielles : « Alors que l'un des acquis actuels du droit international public consiste à attribuer des indemnités aux personnes qui furent obligées de travailler pour un État dominateur, ne serait-il pas légitime que cette reconnaissance soit étendue à la période de l'esclavage, étant entendu qu'il s'agirait exclusivement de dédommagements collectifs ? »

Les enceintes parlementaires dans lesquelles se sont déroulés ces débats ont été la caisse de résonance de positions prises, au-delà de ces enceintes et bien avant ces débats, dans les « opinions publiques » des départements d'Outre-mer, pour ne parler que d'eux, et portées par certains leaders de ces opinions. Par exemple, le Comité martiniquais *Devoir de Mémoire* a organisé, le 21 mai 1999 au Conseil régional de la Martinique, dont le Président était et est encore un indépendantiste, un colloque intitulé *Esclavage et réparations* au cours duquel nombreux furent les intervenants, en partie étrangers (britanniques, américains, jamaïcains, haïtiens et africains), à réclamer l'annulation de la dette des pays du Tiers-Monde, un *Plan Marshall* pour l'Afrique organisant un transfert massif de technologie, la création d'un fonds pour l'éducation des populations africaines et... des « diasporas » noires. Plus audacieux, un homme politique martiniquais, le maire indépendantiste de la commune de Sainte Anne, a fait de l'expropriation de terres appartenant aux descendants des planteurs esclavagistes une des réparations possibles de l'esclavage et, plus singulièrement, c'est sous cette rubrique que certains placent la légalisation, qu'ils exigent, des nombreuses occupations sans titre des cinquante pas géométriques en Martinique !

N'importe quel observateur attentif des sociétés « ultramarines » et des populations issues de ces sociétés qui vivent en France métropolitaine sent bien qu'au-delà de la volonté unanime de voir la traite négrière et l'esclavage publiquement et solennellement reconnus comme crimes contre l'humanité, la réclamation — moins unanime — de réparations matérielles pour ces crimes révèle, dans les sociétés et les populations en question, des enjeux d'une autre nature que celle de la seule reconnaissance de l'égale dignité d'homme des « Nègres » que nous évoquions pour commencer⁶. Et que cette réclamation a partie liée avec d'autres revendications qui lui sont, d'ailleurs, concomitantes, notamment celles, aujourd'hui montantes, de l'instauration de quotas communautaires ou d'une « préférence locale », en particulier en matière d'emploi, et d'autres formes de ladite « discrimination

6. Sur la complexité de ces enjeux et l'instrumentalisation du passé esclavagiste qu'entre autres choses ils supposent, voir Michel GIRAUD (à paraître).

positive ». Il nous semble que ce lien tient à ce que le droit qu'auraient les « descendants » d'esclaves à recevoir des réparations matérielles pour les crimes commis contre leurs ancêtres vient opportunément tenter de lever l'incontournable contradiction qu'il y a — *dans le cadre d'un ensemble politique partagé avec d'autres* — à vouloir parvenir à l'égalité en revendiquant la mise en place d'un traitement discriminatoire ou d'une préférence « locale » et, partant, à faire le lit d'une inégalité⁷ (puisque préférer c'est exclure, tout comme parler d'une « discrimination positive » c'est produire une sorte d'oxymore qui dissimule que ce qui est positif pour certains a pour contrepartie du négatif pour d'autres)⁸. Ceux qui sont pris au piège de cette contradiction espéreraient ainsi, plus ou moins consciemment, pouvoir en dissoudre l'évidence en prétendant légitime une demande exorbitante d'exception : celle d'être exonéré de l'obligation universelle — pratique et morale — de cohérence (et d'égalité !) au motif d'un droit à la réparation de torts particuliers subis au cours de l'histoire coloniale. Cependant, prétendre échapper à la contradiction susdite en invoquant un droit à être dispensé de respecter le principe même — celui de l'égalité citoyenne — qui fonde la revendication de réparation que l'on présente, conduit à retomber *ipso facto* dans la même contradiction.

Si l'exception susdite devait être reconnue comme légitime, la probabilité serait forte que la mécanique de la revendication de réparation s'emballe dans une forme majeure de pervertissement de ce qui a été initialement une expression particulière de l'exigence générale de justice. Un pervertissement qui consisterait en ce que la réparation du préjudice incriminé ne saurait jamais être jugée suffisante et appellerait sans cesse, encore et toujours, plus de réparation et que, finalement, le compte n'ayant pas de fin, la dette ne pouvant jamais être éteinte, l'accent ne serait plus mis sur le droit à une juste compensation mais sur le privilège d'une acquisition non légitime.

7. À considérer cette contradiction qui est propre aux peuples non souverains des départements français d'Outre-mer, on mesure combien la question de la réparation des torts de la traite négrière et de l'esclavage se pose relativement à ces peuples de manière tout à fait différente de celle selon laquelle elle se présente aux peuples des États africains. Si l'on souhaite retrouver une situation qui s'apparente à celle des premiers, c'est vers celle des « Africains-Américains » des États-Unis ou des immigrants caraïbéens anglophones en Angleterre qu'il faut se tourner en priorité.
8. La même difficulté dans le lien dont nous venons de supposer l'existence est également attestée aux États-Unis, pays qui est si souvent pris pour exemple dans les débats français sur les problèmes que nous discutons ici. Il est tristement ironique de constater que, dans ce pays, certains en sont déjà à proposer de troquer la politique dite d'*affirmative action* contre des réparations financières de l'oppression raciste, comme l'écrit dans *Time magazine* Charles Krauthammer : « It's time for a historic compromise : a monetary reparation to blacks for centuries of racial oppression in return for the total abolition of all programs of racial preference » (cité dans CONLEY 2002). Comme si on était convaincu que l'inégalité raciste ne pouvait pas être combattue directement et défaire définitivement dans ce pays.

Ainsi Tzvetan Todorov peut-il écrire qu'« il est plus avantageux de rester dans le rôle de victime que de recevoir une réparation pour l'offense subie [...] : au lieu d'une satisfaction ponctuelle, on garde un privilège permanent, l'attention et donc la reconnaissance des autres vous est assurée. [...] Si l'on parvient à établir de façon convaincante que tel groupe a été victime d'injustice dans le passé, cela lui ouvre dans le présent une ligne de crédit inépuisable... D'où la compétition effrénée pour obtenir, non, comme entre pays, la clause de la nation la plus favorisée, mais celle du groupe le plus défavorisé » (Todorov 1998 : 56-57), et conclure, dans un autre de ses ouvrages, que c'est pourquoi « si personne ne veut être une victime, nombreux sont ceux qui veulent l'avoir été, sans plus l'être » (Todorov 2000 : 154). L'exigence de réparation deviendrait alors victimologie. Dès lors, le risque serait grand que ceux qui mettent en avant cette exigence en viennent, comme le dit l'intellectuelle « africaine-américaine » Shelby Steele (citée dans Todorov 1998 : 27), à « exploiter un passé de souffrances comme une source de pouvoirs et de privilèges » en projetant une réparation morale réclamée avec légitimité sur des réparations matérielles contestables. Avec la tare supplémentaire que ces pouvoirs et privilèges ne soient pas mis au profit des véritables victimes de l'injustice que la réparation effectuée serait censée compenser mais captés par d'autres qui se présenteraient comme leurs « légitimes représentants ». Et ce d'autant plus facilement que, par ailleurs, il serait le plus souvent matériellement impossible d'identifier avec précision et de manière absolue qui sont ces « véritables » victimes. Tant il est vrai que « la mainmise sur la mémoire... est l'apanage de tous les zélés de la gloire » (Ricœur 1998 : 29) et, oserions-nous ajouter, du pouvoir.

Les conditions de possibilité et les conditions de légitimité de la réparation

Tout débat sur la réparation d'un crime collectif de l'ampleur de la traite négrière et de l'esclavage américain ne saurait partir que d'un examen rigoureux *à la fois* des conditions de possibilité et des conditions de légitimité d'une telle réparation. À quoi servirait-il de s'efforcer à démêler l'écheveau, des plus complexes, des moyens (juridiques, économiques et politiques) envisageables pour satisfaire la réclamation de celle-ci et s'assurer de la faisabilité de leur mise en œuvre si c'est pour découvrir *in fine* que cette réclamation n'a pas la légitimité qui donnerait sens à tous ces efforts ? Et, réciproquement, quel intérêt y aurait-il à des spéculations morales — aussi subtiles soient-elles — sur le bien-fondé de ladite réclamation si l'on devait conclure, en définitive, qu'en dépit de l'incontestable légitimité de principe de cette dernière il n'y a aucune possibilité matérielle de la traduire dans les faits ?

À mener un tel examen, un fort contraste apparaît d'emblée entre ce qui vaut pour le premier type de réparation dont nous avons traité dans la

section initiale de cet article : la réparation symbolique ou morale, et ce qui est vrai du second type : la réparation matérielle. Là où, dans le premier cas, et la légitimité et la possibilité de la réparation envisagée semblent s'imposer comme des évidences, dans le second cas, elles paraissent toutes les deux sans appel, inaccessibles.

D'un côté, l'impératif que « justice soit faite », aussi vieux que la civilisation elle-même, impose, sans conteste, que les crimes (*a fortiori* s'ils sont « contre l'humanité », comme c'est le cas de ceux qui nous occupent) soient réparés, au moins symboliquement, et fait donc la légitimité d'une telle réparation. Une réparation symbolique d'autant plus légitime qu'il y a absolue nécessité pour les descendants des victimes des « crimes contre l'humanité » dont nous parlons que soient socialement reconnus ces crimes afin que ceux qui en souffrent encore puissent construire, sur une base assainie, leur appartenance au genre humain (cela a été dit si souvent et par de si nombreuses personnes qu'il n'est point besoin d'insister davantage ici). Or, rien ne peut empêcher que la traite négrière et l'esclavage américain soient réparables, comme l'est tout crime, [...] pour autant que leur réparation soit symbolique. Et, de fait, ils ont commencé à faire l'objet d'une telle réparation avec la loi votée par le parlement français qui les reconnaît en tant que « crimes contre l'humanité ». Même si bien des moyens possibles pour parachever cette reconnaissance n'ont été encore que fort peu mis en œuvre : les projets de renforcer les savoirs sur la traite négrière et l'esclavage et de leur faire une place significative dans les programmes *nationaux* d'enseignement, de les médiatiser de manière soutenue par le livre, les arts du spectacle, la radio et la télévision, d'édifier en nombre des lieux de mémoire (monuments et musées) relatifs à ces crimes sont restés pour l'instant lettre morte, ou presque⁹.

Une nuance doit cependant être apportée au jugement relativement positif qui précède. À supposer qu'il soit remédié aux carences dont nous venons de parler, il ne nous semble pas qu'il conviendrait de qualifier, à proprement parler, de « réparation » (même symbolique) le mouvement de reconnaissance qui a été dit. En effet, davantage que de réparation, ce mouvement serait alors surtout porteur de l'établissement, de la proclamation et de la

9. De ce point de vue, l'analyse que Sylvie CALIXTE fait, en tant que juriste, de la loi reconnaissant la traite négrière et l'esclavage comme crimes contre l'humanité n'a rien pour rassurer. Elle écrit en effet : « Un examen plus poussé des articles de la loi confirme le caractère limité de leur portée juridique. Ce caractère est traduit par leur faible capacité à produire un effet ou à atteindre un objectif dans le domaine du droit. Dès lors, la compréhension de la loi semble reposer sur la valeur, [per se], de la qualification de crime contre l'humanité. [...] Bien qu'énonçant une infraction criminelle imprescriptible, la loi n'en tire aucune conséquence. Ce qui en fait un texte hybride, puisqu'à défaut de sanction prévue, ce n'est pas une loi pénale [...]. La loi ne crée, par ailleurs, aucune obligation légale : certaines de ses dispositions, de nature réglementaire ou relevant d'une décision exclusivement politique, peuvent parfaitement n'être pas appliquées » (Sylvie CALIXTE à paraître : 2-3). Quand dire c'est faire !

diffusion de la vérité historique, d'une vérité historique. Il correspondrait ainsi à ce qui est aujourd'hui si souvent affirmé être le « devoir de mémoire ». Une obligation qui ne concerne pas et dont ne bénéficient pas en particulier les seules victimes des crimes en question mais qui vaut pour tous les hommes. Dès lors, parler à son propos de « réparation », c'est confondre — logiquement et éthiquement parlant — sa finalité générale, qui est le principal, avec ce qui n'en est qu'un dérivé particulier, qui est donc secondaire.

De l'autre côté, à l'inverse de ce qui a été dit pour la réparation symbolique ou morale des crimes sur lesquels nous réfléchissons, il nous paraît que, comme annoncées, la possibilité mais aussi, conséquemment, la légitimité de leur réparation matérielle sont des plus problématiques. Tant il est vrai que tous les dommages directs qu'ils ont provoqués sont, pour l'essentiel, *irréversibles*, *inestimables* ou très difficiles à estimer et, donc, *irrémediables*, au sens absolu de ces termes (et ce alors même que la réversibilité, l'« estimabilité » et, finalement, la « rémédiabilité » en question sont autant de conditions nécessaires de la « réparabilité » sur laquelle nous nous interrogeons) : la vie éliminée (qui, évidemment, n'a pas de prix et qui ne reviendra plus), l'intégrité physique et morale brisée (qui n'aurait jamais pu être intégralement rétablie), le temps volé dans une captivité définitive (un temps « qui ne se rattrape guère » !). Toutes caractéristiques que l'on retrouve dans d'autres crimes contre l'humanité que ceux dont nous parlons, mais qui, dans le cas de ces derniers, sont aggravées par leur éloignement dans le temps.

En effet, d'une part, dire que les dommages directs des crimes en question sont inestimables ou très difficiles à estimer, c'est attirer l'attention sur le fait que — compte tenu de cet éloignement — leur réparation matérielle exigerait des calculs nécessitant des déductions et des pondérations d'une complexité effarante. Cela apparaît particulièrement manifeste pour ce qui est de l'estimation de la valeur du travail spolié des esclaves qu'il s'agirait d'indemniser¹⁰. Mais la difficulté à estimer la valeur de la compensation financière de la dégradation physique, de la souffrance psychologique et de la détresse morale d'êtres humains mis en captivité ne paraît pas moindre, bien au contraire ! On pourrait peut-être parvenir à estimer cette dernière valeur en l'alignant sur le coût des traitements qui permettraient aujourd'hui de réparer le mieux qu'il est possible des dégâts identiques.

10. Relativement à cette seule estimation dans le cas des États-Unis, Dalton CONLEY (2002) donne un aperçu saisissant de cette complexité, tout en soulevant, par ailleurs, sans cependant fermer la porte à la discussion, les deux redoutables questions de l'imprévisibilité de principe des effets — qui pourraient être économiquement et socialement catastrophiques — de l'allocation de sommes d'argent aussi massives que celles que pourrait représenter la réparation de cette spoliation, d'une part, et de la quasi-impossibilité de réunir aux États-Unis les conditions sociales et politiques permettant d'entreprendre une telle réparation, d'autre part. Sur l'estimation en question, voir également Randall ROBINSON (1999).

Mais serait-il satisfaisant du point de vue de l'équité que soient pris comme référence, pour la compensation susdite, des traitements qui, à l'époque où les dégâts en question ont été commis, n'étaient pas appréciés comme ils le sont maintenant ou, éventualité encore plus problématique, n'étaient même pas envisageables ?

Et, d'autre part, dire que les dommages directs de ces crimes sont fondamentalement irréversibles et irrémédiables c'est souligner que, toujours compte tenu de l'éloignement dans le temps de ces crimes, ceux qui les ont effectivement subis comme ceux qui les ont personnellement commis ont définitivement disparu et que les premiers ne pourront jamais être dédommagés par les seconds. Et que, par ailleurs, les liens de filiation qui pourraient autoriser des individus vivant aujourd'hui à présenter créance de ces crimes à d'autres contemporains qui en seraient les débiteurs ne peuvent généralement être établis ni en totalité ni en toute certitude et que, quand ils le seraient, ils révéleraient — dans nombre de cas — une imbrication si étroite, pour un même individu, de la lignée de l'esclave et de celle de l'esclavagiste qu'elle empêcherait toute imputation. Et encore que, pour incontestable que soit l'idée que l'esclavage d'hier continue vraisemblablement d'avoir, en *général*, des effets bien réels sur la situation présente des individus qui procèdent lointainement de ce passé barbare, il est pratiquement impossible de déterminer le poids inégal que ces effets ont aujourd'hui pour chacun de ces individus, *en particulier*. Et qu'enfin, si d'aventure nous nous hasardions, comme trop de nos congénères le font, à poser le problème examiné en termes de responsabilité collective (celle de tous les « Blancs », de tous temps, vis-à-vis de tous les « Noirs », de toute éternité), nous devrions bien vite nous rappeler que ce serait là, songeant à « reprocher aux petits-enfants les fautes des grands-pères », avoir « un sens très primitif des responsabilités » (Sartre 1954 : 17). Et, dès lors qu'une responsabilité collective de *tous* les individus composant les peuples dont les gouvernants et une fraction des groupes dominants ont initié, développé ou encouragé la traite négrière et ses suites ne peut pas être affirmée, *ipso facto* il ne saurait y avoir de réparation qui doive être accordée à *chaque* membre des collectivités issues de l'esclavage. Il est, selon nous, absurde de soutenir — comme c'est trop souvent le cas — que les peuples des anciennes puissances coloniales ont, dans leur ensemble, bénéficié et bénéficient encore des richesses accumulées du fait de la traite et de l'esclavage (ce serait supposer que les victimes européennes de l'exploitation capitaliste née de cette « accumulation primitive du capital » ont été en même temps les bénéficiaires de cette exploitation !) et cette absurdité prive de tout fondement l'idée selon laquelle ces peuples doivent partager la responsabilité, y compris financière, de la réparation recherchée. Et, dès lors qu'une responsabilité collective de *tous* les individus composant les peuples dont les gouvernants et une fraction des groupes dominants ont initié, développé ou encouragé la traite négrière et ses suites ne peut pas être affirmée, *ipso facto* il ne saurait y avoir de

réparation qui doive être accordée à *chaque* membre des collectivités issues de l'esclavage¹¹.

Par quoi on aperçoit que nombre des facteurs ci-dessus indiqués comme rendant impossibles des réparations matérielles directes de la traite négrière et de l'esclavage américain — une impossibilité dont nous avons dit que, de près ou de loin, elle découle du caractère relativement lointain dans le temps de ces crimes — constituent en même temps des facteurs d'illégitimité des réparations indirectes que cette impossibilité tend à imposer comme substituts des premières. C'est en effet ce caractère, avec l'impossibilité susdite en découlant, qui permet de comprendre que souvent ne puissent pas être respectés bien des principes sans le respect desquels les réparations recherchées ne sauraient avoir de légitimité, notamment celui que celles-ci ne doivent bénéficier qu'aux personnes ou aux groupes de personnes qui ont été ou sont encore les victimes directes ou indirectes des crimes en question et bénéficier à toutes ces personnes, et que leur coût ne doit être supporté que par les individus ou les groupes d'individus qui sont encore les bénéficiaires directs de ces forfaits et tous ces individus exclusivement.

À quoi il faut ajouter le principe que la réparation doit être en rapport direct — de même nature et de même proportion — que le crime qu'elle est censée réparer (ce qui, par exemple, ne serait pas le cas si devait être retenue la proposition, que nous avons dite singulière, de légaliser les occupations sans titre des cinquante pas géométriques en Martinique au motif d'une réparation de l'esclavage). Et, en dernier lieu mais non le moindre, que la réparation légitime des torts de la traite négrière et de l'esclavage américain ne saurait supposer que soient commises de nouvelles injustices pour réparer ces anciens torts. Un principe dont nous avons déjà aperçu

11. Cependant, il nous semble que, compte tenu de ce que l'on pourrait appeler le principe de la continuité étatique, l'on peut juger qu'il serait légitime d'exiger des États des pays qui ont pris part à la traite négrière qu'ils répondent, en tant que *collectivités* juridiques, de cette participation et qu'ils réparent financièrement la spoliation qui est résultée de cette traite pour nombre de pays africains. Pourvu que cette réparation bénéficie équitablement à tous les citoyens de ces pays (une exigence qui, d'ailleurs, fait que l'annulation de la dette de ces pays — dont, nous l'avons dit, il est beaucoup question dans les débats sur la réparation des crimes de la traite négrière et de l'esclavage américain — devrait être pensée sous cette condition). La difficulté de la réparation en question ne serait plus alors que d'ordre technique, si l'on peut dire. Mais elle resterait immense, puisqu'il est clair qu'on ne saurait se contenter d'en estimer le montant en prenant seulement en compte la valeur — si l'on peut la calculer — de ce qui a été spolié au moment même où s'est produit ce pillage, mais qu'il faudrait ajouter à cette valeur celle des effets de ladite spoliation jusqu'à aujourd'hui, le « manque à gagner » qui s'en est suivi pour les sociétés africaines. On serait alors conduit à affronter l'aporie de devoir estimer ce qui serait survenu si la spoliation n'avait pas eu lieu : comment estimer une perte quand, définitivement, on ne peut pas calculer ce qu'elle représente pour ceux qui l'ont subie (et pas davantage le gain auquel elle correspond pour ceux qui en ont tiré profit), puisqu'on ne saura jamais ce qui serait survenu, ici et là, si l'irréparable n'avait pas été commis ?

l'ample portée lorsque nous discutons de la contradiction, selon nous incontournable, dans laquelle la revendication d'une « discrimination positive » ou d'une « préférence locale » — à laquelle nous supposons que la réclamation de la réparation des crimes de la traite et de l'esclavage était associée — place ceux qui la mettent en avant. C'est que la légitimité d'une réparation n'ayant, quand et si elle est possible, d'autre fondement que le « principe de justice » (Riccœur 2000) et celui de l'égalité en droit des êtres humains, cette réparation ne peut pas contrevenir à ce qui la fonde sans se détruire elle-même en perdant sa légitimité. En effet l'on ne doit et, de fait, l'on ne peut, demander réparation qu'à des personnes dont on suppose qu'elles partagent, elles aussi, l'idéal de justice qui fonde la demande en question, donc uniquement dans le cadre d'un système normatif qui est accepté par tous, autant par ceux qui formulent cette demande que par ceux qui sont censés y répondre. Sans cette acceptation, les premiers ne sauraient pas s'assurer ni ne parviendraient jamais à convaincre de la légitimité de leur réclamation tandis que les seconds ne seraient en rien contraints à reconnaître celle-ci comme légitime. Autrement dit, bien que concernant des groupes particuliers, pour des offenses qu'ils ont subies en propre, la réclamation d'une réparation des crimes de la traite négrière et de l'esclavage américain, dont la légitimité réside par principe en ce qu'elle est consacrée à dédommager ce qui fut un déni d'égalité, ne peut être que si elle obéit à une logique d'universalité, c'est-à-dire à l'impératif du traitement égal (ce qui ne veut pas dire strictement identique) de tous les hommes, et non à une exigence particulière. Il faut donc exiger que soit mis fin à toute discrimination plutôt que réclamer des avantages particuliers. Pour qu'il en aille autrement et que la réclamation de réparation fondée sur une affirmation de particularité puisse être tenue pour légitime, il faudrait que soit assumée la logique de séparation dont cette réclamation serait alors porteuse (on aurait alors affaire à une demande de réparation d'un autre type, qui s'apparenterait à celle du paiement de dommages de guerre qu'un vainqueur impose à un vaincu par l'établissement d'un nouveau rapport de forces). Mais il est clair que c'est loin d'être le cas dans la situation des départements français d'Outre-mer qui est ici examinée¹².

*

La réflexion que nous venons de présenter produit donc des résultats dont l'acceptation peut laisser un goût amer. Sous la forme où la réparation des crimes de la traite négrière et de l'esclavage américain est aisément possible

12. L'on retrouve là l'observation, déjà faite plus haut (en note 8), de la spécificité, partagée avec d'autres, avec laquelle la question de la réparation des torts de la traite négrière et de l'esclavage américain se pose relativement aux peuples de l'Outre-mer français.

et nécessairement légitime à réaliser dans les départements français d’Outre-mer — lorsqu’elle est pensée dans les limites d’une réparation symbolique ou morale (qui, dans notre esprit, est d’une importance capitale) — elle ne constitue cependant que par abus de langage ce qu’est, au sens strict, une réparation. Sous la figure où il pourrait en aller autrement — alors que nous l’avons dite « matérielle » — elle est fondamentalement impossible et, quand elle le serait, elle peinerait à pouvoir respecter les conditions qui l’assureraient comme légitime.

Il n’en reste pas moins que la traite et la mise en servitude aux Amériques et dans l’océan Indien d’une multitude d’Africains ont laissé des séquelles durables et continuent encore aujourd’hui d’avoir une multiplicité d’effets indirects dramatiques (dont la persistance de la discrimination raciste est assurément le plus grave), aussi bien dans les pays d’où provenaient les esclaves que dans ceux où ils ont été définitivement débarqués, puis dans ceux où ils ont « réémigré ». Un tel état de choses reste moralement et politiquement inacceptable et il doit y être remédié, dans les plus brefs délais, par des politiques vigoureuses, en ne se contentant pas de la seule reconnaissance symbolique de la traite et de l’esclavage comme crimes contre l’humanité (même si, par ailleurs, cette reconnaissance peut être utile si elle est le signal d’une volonté véritable des autorités concernées de rompre avec le passé colonial dont elles continuent de porter l’héritage). Des politiques qui doivent tendre résolument et concrètement — à l’intérieur de chacune des sociétés concernées et aussi dans les relations entre celles-ci — vers une « égalisation des chances » de promotion sociale et d’épanouissement de tous les individus qui composent ces sociétés.

Cependant, il vaut de noter finalement que bien qu’assurément les rapports de domination et les inégalités « socio-raciales » consécutives dont nous venons de parler prennent leur source dans le système esclavagiste, il n’est pas nécessaire, pour fonder ce que nous avons présenté comme l’impératif absolu de leur éradication par un processus d’égalisation des chances, d’invoquer un problématique droit à la réparation du crime *passé*. Parce que ces rapports et ces inégalités sont, hélas, toujours actuels, il suffit d’exiger au *présent* le plus immédiat — mais quelle tâche ! — l’application de ce qui est dit être le principe de justice. C’est pourquoi, pour notre part, nous donnerons finalement des résultats de notre réflexion, dont nous avons dit qu’ils pouvaient laisser un goût amer, une interprétation beaucoup plus positive que celle qu’ils semblent suggérer à première vue. Ils manifestent, en vérité, uniquement le constat que le choix de revendiquer un droit à la réparation matérielle des crimes de la traite et de l’esclavage est, pour l’essentiel, un mauvais choix. Car pour tenter d’éradiquer les exclusions et les discriminations de toutes sortes, les dominations et les oppressions qui, toujours bien présentes, trouvent leur source dans ces crimes, contre lesquelles, en fait, se mobilisent ceux qui portent un tel choix, celui-ci fixe inadéquatement cette mobilisation sur le passé, c’est-à-dire sur ce qui est fondamentalement *irrévocable*. D’où les nombreuses difficultés et contradictions que nous

avons repérées tout au long de notre réflexion. Ainsi revendiquer un droit à la réparation matérielle des crimes de la traite et de l'esclavage n'est pas seulement infondé mais, pire encore, nuisible pour le projet que l'on dit poursuivre.

Il est donc heureux que nous soit rappelé — comme le fait le constat susdit — que l'inégalité n'est jamais à combattre en fonction du passé (fût-ce celui de l'esclavage¹³) mais relativement aux dominations du présent. Et, partant, que s'il y a une nécessité (plutôt qu'un devoir) de conserver le souvenir des épreuves et des offenses subies dans le passé, c'est uniquement pour pouvoir les dépasser demain dans l'érection d'un ordre social plus juste que celui d'aujourd'hui. Par quoi on aperçoit bien que le « devoir de mémoire » n'a pas sa justification en lui-même mais qu'il la trouve dans une fin morale supérieure qui vise l'état présent et futur de la société et que comme l'écrit Paul Ricoeur, « Ce qui instruit ce n'est pas ce qui a fait événement, mais ce qui vaut modèle dans une perspective de justice... Si le traumatisme renvoie au passé, la valeur exemplaire oriente vers le futur. Ce que le culte de la mémoire pour la mémoire oblitère, c'est, avec la visée du futur, la question de la fin, de l'enjeu moral » (Ricoeur 1998 : 29, 31).

*Centre de recherche sur les Pouvoirs locaux dans la Caraïbe,
Université des Antilles et de la Guyane.*

13. Car « je ne suis pas esclave de l'Esclavage qui déshumanisa mes pères » (FANON 1952 : 206).

BIBLIOGRAPHIE

CALIXTE, S.

À paraître *Signification et portée de la loi reconnaissant la traite négrière et l'esclavage des Noirs dans les possessions françaises d'Outre-mer en tant que crime contre l'humanité*, document multcopié, communication personnelle.

CONLEY, D.

2002 « How Much does Forty Acres Cost Today ? Calculating Slavery Reparations », communication présentée au colloque international *Integration in Policy and Practice in Europe and the Americas*, Vermont, Middlebury College, 28 février-1^{er} mars.

FANON, F.

1952 *Peau noire, masques blancs*, Paris, Éditions du Seuil.

GIRAUD, M.

1999 « La patrimonialisation des cultures antillaises. Conditions, enjeux et dérives », *Ethnologie française*, XXIX (3) : 375-386.

À paraître « Les enjeux présents de la mémoire de l'esclavage », in P. WEIL & S. DUFOIX (dir.), *L'esclavage, la colonisation, et après...*, Paris, Presses universitaires de France.

RICÉUR, P.

1998 « Vulnérabilité de la mémoire », in J. LE GOFF (dir.), *Patrimoines et passions identitaires. Actes des Entretiens du patrimoine 1997*, Paris, Librairie Arthème Fayard : 17-31.

2000 *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Éditions du Seuil (« L'ordre philosophique »).

ROBINSON, R.

1999 *The Debt : What America Owes to Blacks*, London, Routledge.

SARTRE, J.-P.

1954 *Réflexions sur la question juive*, Paris, Gallimard (« Folio »).

TODOROV, T.

1998 *Les abus de la mémoire*, Paris, Arléa.

2000 *Mémoire du mal, tentation du bien*, Paris, Robert Laffont.

RÉSUMÉ

Rapidement, derrière la réclamation de la réparation morale des crimes contre l'humanité que constituent la traite négrière et l'esclavage dans les colonies françaises durant deux siècles, pointent des revendications de réparations matérielles de ces crimes. À l'inverse de ladite réparation, ces revendications paraissent n'avoir que très peu de possibilité d'être effectivement satisfaites et ne présenter qu'une faible légitimité à l'être. Et ce, principalement, parmi d'autres facteurs, du fait de l'éloignement dans le temps des crimes en question. C'est que s'il est vrai que bien des inégalités que connaissent les peuples des départements français d'Outre-mer portent encore la marque de l'oppression esclavagiste passée, il n'est pas moins certain qu'elles ne sont pas à combattre en fonction du passé, mais relativement à des dominations présentes.

ABSTRACT

The Past as an Injury and the Past as a Mask : Reparation of the Slave Trade and of Slavery for the Inhabitants of the French Overseas Departments. — Quite soon, following in the tracks of a demand for a moral reparation of two centuries of slavery and slave trade in France's colonies, claims have been made for material reparations of these crimes against humanity. Unlike the first demand, these claims have very few chances of actually being satisfied and are apparently lacking in justification, mainly because, among others factors, these crimes lie in a distant past. Although many of the inequalities experienced by the inhabitants of the French overseas departments still bear the marks of slavery, it is no less true that the struggle against inequality is not to be led as a function of the past but, instead, in relation to present-day domination.

Mots-clés/Keywords : Outre-mer français, discrimination positive, esclavage, justice, réparation/French overseas department, positive discrimination, slavery, justice, reparation.